
Jahresabonnement (portofrei in der ganzen Schweiz): 4 Franken.
Einrückungsgebühr per Zeile 15 Rp. — Inserate sind franko an die Expedition einzusenden.
Druck und Expedition der Stämpfischen Buchdruckerei (G. Günterwabel) in Bern.

Bundesrathsbeschluss

betreffend

den Refurs des Herrn Louis Bonjour, Advocat in Vivis,
für sich und Streitgenossen, betreffend Gerichtsstand.

(Vom 11. Dezember 1865. *)

Der schweizerische Bundesrath

hat

in Sachen des Herrn Louis Bonjour, Advocat in Vivis, für
sich und Streitgenossen, betreffend Gerichtsstand;

Nach angehörtem Berichte des Justiz- und Polizeidepartements
und nach Einsicht der Akten, woraus sich ergeben:

1. Das Civilgericht des Bezirkes Vivis, Nts. Baadt, hat am
17. April 1863 in Sachen des Herrn Jules Béguin, wohnhaft in

*) Nachdem mit gegenwärtigem Entscheide die Gerichte des Kantons Freiburg als inkompetent zur Beurtheilung der Klage des Hrn. Béguin erklärt worden waren, wurde Letzterer von der Gegenpartei an seinem Wohnorte belangt für Ersatz der ihr durch den Prozeß verursachten Kosten. Diese Klage wurde von beiden Instanzen begründet erklärt und das Kantonsgericht von Freiburg verurtheilte Hrn. Béguin am 3. Dezember 1869 zur Bezahlung von 449 Fr. 20 Ct.

Jetzt erst — mit Eingabe vom 22. Dezember 1869 — rekurirte er gegen den Entscheid des Bundesrathes an die Bundesversammlung und stellte das Gesuch, daß derselbe aufgehoben werden möchte. — Da aber Hr. Bonjour

St. Léger und Gutbesitzer in la Chiésaz, Kts. Waadt, gegen Herrn Louis Vincent in Tercier, Kts. Waadt, für sich und als Vorstand (Gouverneur) der Miteigenthümer des Berges „Gix“ über die Klage des erstern, daß die einer großen Anzahl von Personen, zu denen er selbst zähle und die durch den Beklagten als Gouverneur repräsentirt seien, angehörigen Immobilien getheilt werden sollen, und zwar in der Art, daß sie auf dem Wege der Versteigerung verkauft werden, da nicht bequem und ohne Verlust eine Realtheilung stattfinden könne, folgendes Urtheil gefällt:

○ In Erwägung:

„Qu'il résulte des faits constants de la cause et des allégués admis, que la Montagne soit Cergne de Gix rière la Commune de St. Léger et la Chiésaz dont on demande le partage dans l'action actuelle a été acquise en l'année 1731 par un certain nombre de compartissants soit copropriétaires, qui l'ont mise en commun pour jouir de l'herbe et du bois, chacun en proportion de sa mise en fonds et cela pour un terme illimité.

„Que le bénéfice résultant soit de la jouissance en nature, soit du produit des amodiations et des ventes de bois se répartit proportionnellement au nombre de pâquiers d'herbe que chaque compartissant possède et non par tête de compartissant.

„Que le pâquier représente l'herbe nécessaire à l'évitage d'une vache et forme l'unité des parties en lesquelles a été divisée dans le principe la jouissance de la montagne, qui comprend 24 pâquiers en tout.

„Que tout propriétaire de pâquier ou fraction de pâquier peut en disposer comme bon lui semble sans en aviser les autres copropriétaires et sans leur autorisation.

„Que de même toute personne peut devenir propriétaire de pâquier ou fraction de pâquier par les divers moyens dont la propriété se transmet, et cela sans avis aux autres copropriétaires et sans leur autorisation.

und Konforten inzwischen die Bezahlung der ihnen vom Kantonsgerichte von Freiburg zugesprochenen Entschädigung verlangten, so stellte Hr. Béguin am 24. März 1870 das Gesuch, daß die Vollziehung des Urtheils vom 3. Dezember 1869 sistirt werden möchte bis zum Entschelde der Bundesversammlung. Allein der Bundesrath entschied am 28. März 1870, es sei hierauf nicht einzutreten, weil Hr. Béguin selbst den Entscheld der Bundesversammlung um vier Jahre verzögert habe und durch die Vollziehung des fraglichen Urtheils kein unersehbare Nachtheil entstehe, indem die geleistete Zahlung von der Gegenpartei wieder zurückerfordert werden könnte, wenn der Refurs von der Bundesversammlung als begründet erklärt würde.

Que la totalité de pâquiers de cette montagne forme des parts indivises et indéterminées et que la dite Montagne est désignée au Cadastre de St. Légier et la Chiésaz, en un seul chapitre, savoir celui des copropriétaires de la Cergne de Gix.

Que ni les plans, ni le cadastre n'indiquent les noms des copropriétaires, qu'ils ne présentent pas de division en pâquiers et qu'au reste une pareille division ne pourrait avoir lieu sur le terrain.

Qu'il résulte des documents produits que les copropriétaires de Gix sont soumis à un règlement daté du 26 février 1773 et signé par ceux d'entr'eux qui existaient alors ; qu'ils possèdent de plus un registre dans lequel sont copiés les comptes rendus annuellement par les gouverneurs successifs et un autre registre contenant les délibérations des assemblées des copropriétaires.

Que les délibérations de ces assemblées sont prises à la pluralité des voix de copropriétaires présents ou représentés.

Que en particulier le règlement du 26 février 1773 qui dresse le mode de vivre concernant l'état et l'économie de la montagne établit pour son administration un gouverneur assisté de quatre conseillers choisis par lui parmi les autres compartissants, et que ceux-ci sont tenus d'assister aux assemblées sous peine d'une amende.

Que le Gouverneur doit rendre chaque année ses comptes et reçoit un salaire pour ses vacations.

Que chaque compartissant est obligé d'exercer la charge de gouverneur à proportion de l'herbe qu'il possède, c'est-à-dire à raison d'un an par chaque pâquier possédé.

Que le mode d'administration et de jouissance des copropriétaires de Gix, a toujours été le même dès l'origine à aujourd'hui.

» Que Jules Béguin est intéressé à cette montagne pour deux pâquiers et demi avec part proportionnelle aux bois, bâtiments et meubles.

» Qu'il existe dans le district de Vevey et depuis anciennement plusieurs autres institutions dont le mode d'administration et de jouissance est tout à fait analogue à celui dont il est question dans le procès actuel.

» Attendu que le mode d'administration de la montagne de Gix pratiqué jusqu'à ce jour offre un avantage incontestable aux sociétés au point de vue de la jouissance des pâturages et des forêts.

» Que la jouissance particulière entraînerait des frais d'administration plus considérables.

» Que depuis une trentaine d'années on voit par les comptes que le produit de la montagne de Gix a toujours été en augmentant, de façon qu'aujourd'hui ce produit est triple de ce qu'il était il y a une trentaine d'années.

» Que Jules Béguin n'a aucun intérêt à provoquer la dissolution de cette société, à moins qu'on ne lui attribue l'intérêt qu'il aurait à acheter toute la montagne à un prix inférieur à la valeur à laquelle elle se vendrait par pâquier, achat qui pourrait ajouter de la valeur à ses propriétés attenantes à la Montagne de Gix.

» Attendu que les copropriétaires ont offert à Béguin de lui acheter ses pâquiers soit à dire d'experts, soit aux enchères publiques, et qu'il s'y est refusé.

» Que la montagne de Gix vendue aux enchères dans son ensemble en bloc, n'arrivera jamais à un prix aussi élevé que celui représenté par la vente de chacun des pâquiers au prix courant.

» Considérant en droit que le mode d'administration et de jouissance usité entre les copropriétaires de la Montagne de Gix conforme à leur règlement du 26 février 1773 ne constitue pas une indivision telle que celle qui résulterait de l'état où demeurent des héritiers qui n'ont point encore fait le partage des biens dont ils ont hérité conjointement.

» Que l'article 752 du Code Civil qui a trait à cette indivision-là et autorisant chaque indivis à demander le partage n'est pas applicable à l'espèce.

» Que l'indivision dans laquelle vivent les copropriétaires de Gix dont l'existence est de beaucoup antérieure à la mise en vigueur du Code Civil et à celle de la loi sur les sociétés commerciales constitue une société mixte tenant à la fois de la société civile, en ce que ses membres ont quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice qui en peut résulter et de la société anonyme par actions en tant qu'elle n'est qualifiée que par la désignation de l'objet de son entreprise, que le nom d'aucun des associés n'y figure et enfin que les droits de chaque associé soit les pâquiers sont comme autant d'actions dont chaque propriétaire peut disposer et se défaire sans autorisation aucune et sans conserver vis-à-vis de ses anciens associés aucun lien de droits, ni aucune solidarité.

» Que la transmission de ces pâquiers peut avoir lieu même en faveur de tiers non encore associés.

» Que dès lors la règle posée au § 6 de l'article 1339 du Code Civil, qui dit que la société finit par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société, n'est pas applicable à l'espèce, puisqu'elle porterait une profonde atteinte à l'existence de la société même et cela sans utilité, puisqu'il est loisible à chacun des associés de sortir de l'indivision quand bon lui semble en aliénant sa part au capital social.

»Qu'il est de plus conforme à l'essence de la société dont il s'agit, ainsi qu'à la logique, de faire usage dans l'espèce et en procédant par analogie, de la règle posée à l'article 33 de la loi du 14 Décembre 1852 sur les sociétés commerciales, de laquelle il ressort entre autres que la circonstance mentionnée au § 6 de l'article 1339 du Code Civil ne peut être une cause de dissolution de la société, lorsqu'il s'agit d'une société anonyme et divisée par actions.

»Attendu en ce qui touche la procédure qu'il y a eu appointement régulier pris à la séance du 27 mars dernier, pour 9 heures du matin de ce jour.

»Que le demandeur Béguin, ni son mandataire Henri Guex, n'ont pas comparu, malgré la proclamation faite par l'huissier Vincent à 10 heures et quart, soit plus d'une heure après celle fixée pour la comparution.

»Que le Tribunal ne sait pas qu'ils soient empêchés de paraître pour un motif légal.

»Qu'il ressort de la déclaration de l'huissier Richon ténorisée au procès-verbal, que c'est volontairement qu'ils n'ont pas comparu.

»Par tous ces motifs, le Tribunal jugeant par défaut, rejette les conclusions du demandeur et admet celles prises en libération par les défendeurs.

Dieses Urtheil ist in Rechtskraft erwachsen.

2. Mit Mandat d. d. 25. September 1863 erhob aber der gleiche Herr Béguin sowohl für sich als Namens seiner Mutter gegen die Frau Wittve Ducraux geb. Guex in ihrer Eigenschaft als Gouverneur der Berge Pontet, Berry und Guedres zuhanden des Spezialbevollmächtigten Herrn Louis-Aimé Bonjour in St. Léger, Kts. Waadt, eine neue Klage auf Theilung resp. Versteigerung der genannten Berge, diesmal aber bei dem Friedensrichter von Châtel St. Denis, Kts. Freiburg. Herr Bonjour antwortete jedoch am 7. Dezember 1863 mit einer Protestation gegen die Kompetenz der freiburgischen Gerichte.

Das Bezirksgericht der Veveyse in Châtel St. Denis erklärte wirklich mit Urtheil vom 21. März 1864 die freiburgischen Gerichte als inkompetent, gestützt auf folgende Erwägungen:

»Que les montagnes du Pontet, Berry et Guedeyres sont possédées en commun par un certain nombre de propriétaires qui se répartissent les bénéfices résultant soit de la jouissance en nature, soit du produit des amodiations et des bois, proportionnellement au nombre de pâquiers de chacun d'eux, le pâquier formant l'unité des parties en lesquelles a été divisée la jouissance des montagnes;

» Que les propriétaires sont soumis à un règlement remontant à 1773 ; qu'ils possèdent un registre de comptes et un protocole des délibérations des assemblées ;

» Que le règlement susrappelé établit une administration et fixe le mode de vivre, concernant l'état et l'économie des montagnes en traite ;

» Qu'à tous ces points de vue, l'état dans lequel vivent les propriétaires des montagnes susrappelées constitue une société civile particulière dans le sens des Art. 1937, 1938 et 1939 du code civil ;

» Que ces propriétaires sont tous vaudois, domiciliés dans le Canton de Vaud, et que le siège de la société est pareillement établi dans le Canton de Vaud ;

» Qu'à teneur de l'art. 24 du code de procédure civile, en matière de société, tant que la liquidation n'a pas eu lieu, l'action entre les associés est intentée devant le juge où la société a son principal établissement.

3. Die von den Klägern gegen dieses Urtheil ergriffene Appellation wurde jedoch von dem Kantonsgerichte des Kantons Freiburg mit Urtheil vom 10. August 1864 begründet erklärt, gestützt auf folgende Erwägungen :

» Considérant en fait :

» Que les montagnes du Berry, du Pontet et des Guédeyres, situées dans le Canton de Fribourg, rière Châtel St. Denis, renfermant 60 $\frac{1}{2}$ pâquiers, appartiennent à un grand nombre de particuliers, domiciliés dans le Canton de Vaud, que Mr. Jules Béguin possède deux pâquiers et sa mère cinq et deux tiers de pâquier ;

» Que ces montagnes sont administrées par une Commission composée d'un gouverneur et de deux assistants, qui perçoivent de loyer, acquittent les charges et font parvenir à chaque ayant droit sa part nette du loyer ; que les baux sont soumis à l'assemblée des propriétaires réunis ;

» Que Mr. Jules Béguin et sa mère estimant que ces montagnes sont une copropriété et trouvant que celle-ci entraîne beaucoup d'inconvénients, ont par mandat du 25 Septembre 1863 et par citation en droit du 7 Mars 1864, requis Mme Ducraux, en sa qualité de gouverneur des susdites montagnes, de consentir à la licitation de ces immeubles, vu qu'il ne peuvent être commodément partagés ;

» Que ces sommations ont été notifiées, sous le sceau du Juge de paix du 2 cercle et du Président du Tribunal de la Veveyse, dans la juridiction desquels fonctionnaires judiciaires les montagnes dont il s'agit sont situées ;

» Qu'à l'audience du Tribunal de la Veveyse du 21 mars dernier Mr. et Mme. Béguin ayant formellement conclu à ce que Mme Ducraux, au nom de la Société des copropriétaires des montagnes susrappelées, soit condamnée à consentir à leur licitation, les représentants de ces propriétaires, estimant qu'ils constituent une société particulière, dans le sens des art. 1937, 1938 et 1939 du code civil, ont décliné le for du Juge fribourgeois, et prétendu que l'action intentée par Mr. Béguin et Mme Béguin devait être intentée devant le Juge où la société a son principal établissement, devant le Juge de Vevey, à teneur de l'art. 24 du code de procédure civile;

» Que le Tribunal de la Veveyse, appelé à décider sur cette exception en première instance, a donné gain de cause à la partie excipante et que les demandeurs au fond ont interjeté appel de ce jugement;

» Considérant en droit:

» Qu'aux termes de l'art. 22 du Code de procédure civile l'action réelle immobilière est celle, qui a pour objet un immeuble et elle est intentée devant le Juge dans le ressort duquel l'immeuble est situé;

» Que dans l'espèce il s'agit évidemment d'une action qui a pour objet un immeuble, puisque Mr. et Mme Béguin demandent la licitation de trois montagnes;

» Que ces montagnes étant situées dans le Canton de Fribourg, l'action doit être portée devant le Juge fribourgeois, dans le ressort duquel ces montagnes se trouvent, soit devant le Tribunal de la Veveyse;

» Qu'il résulte des actes et des faits du procès, qu'il n'existe point entre les copropriétaires une Société civile particulière, dans le sens des Art. 1937, 1938 et 1939 du code civil;

» Que toute société supposant un contrat, à teneur de l'art 1937 précité, les acteurs à l'incident auraient dû en démontrer l'existence, ce qu'ils n'ont pas réussi de faire;

» Qu'il est au contraire constaté que les montagnes dont il s'agit sont bien une copropriété dans le sens des art. 541, 544 et 546 du code civil, puisque la chose appartient à tous les ayants-droit, d'une manière indivise, et qu'en vertu du règlement de 1773, chacun des copropriétaires participe à la jouissance commune des montagnes dans une proportion déterminée de pâquiers, sans distinction de limite;

» Que l'art. 1030 du code civil, invoqué par les demandeurs à l'incident, n'est d'aucune application dans la circonstance, puisqu'il n'est pas question ici de partage de succession, mais de licitation, à teneur de l'art. 549 du même code."

4. Gegen dieses letztere Urtheil hat Herr Louis Bonjour, Advokat in Vivis und Präsident des Großen Rathes des Kantons Waadt mit Memoire ohne Datum (präsentirt den 12. April 1865) an den Bundesrath rekurrirt und Folgendes vorgebracht:

Das erwähnte Urtheil stehe im Widerspruch mit Art. 49 und 50 der Bundesverfassung. Zunächst entstehe hier die gleiche Frage, die der Bundesrath in seinem Entscheide vom 2. Dezember 1863 in Sachen Guillarmod und Boudry aufgestellt habe, nämlich die, ob es zulässig sei, die Gerichte eines Kantons, welche sich in Anwendung ihrer kantonalen Gesetze zur Beurtheilung eines Rechtsstreites inkompetent erklärt haben, von Bundes wegen zu dessen Beurtheilung anzuhalten? Dieses Princip müsse, da in unsern Republiken der Eine zu halten sei, wie der Andere, auch gegenüber den Partheien gelten. Die Partheien können nicht angehalten werden, vor einem fremden Richter zu erscheinen, wenn beide, wie im vorliegenden Falle, dem gleichen Kantone angehören und dort wohnhaft seien. Frau und Herr Béguin seien in St. Régier, bei Vivis, wohnhaft, obschon Herr Béguin, Sohn, im deutschen Theile des Kantons Freiburg ein Landgut besitze. Der Beweis ergebe sich aus dem Umstande, daß Frau und Herr Béguin, gerade weil sie im Kanton Freiburg nicht domicilirt seien, sich herbeigelassen haben, das Recht zu vertrösten. (Art. 76 des code de procédure civile fribourgeoise). Die Gesellschaft der Miteigenthümer bestche ebenfalls vollständig aus Waadtländern; sie habe keinen andern Sitz, als den Versammlungsort Vivis. Schon aus diesem ersten Gesichtspunkte ergebe sich, daß die Einrede gegen die Kompetenz der freiburgischen Gerichte vollständig begründet sei.

Zweitens haben diese Gerichte nichts mehr zu beurtheilen, denn die von Herrn Béguin gestellte Klage auf Vertheilung oder Versteigerung sei bereits am 14. April 1863 durch das Gericht von Vivis abgeurtheilt worden. Dieses Urtheil müsse respektirt werden und gemäß Art. 49 der Bundesverfassung könne kein anderes schweizerisches Gericht auf die bereits beurtheilte Sache zurückkommen. Es sei durchaus der gleiche Prozeß. Betreffend die Personen, so sei die gleiche Gesellschaft von Miteigenthümern auf der einen Seite und der gleiche Herr Béguin, mehr seine Mutter, auf der andern. Der Gegenstand betreffe allerdings andere Alpen, allein Herr Béguin habe durchaus die gleiche Rechtsfrage gestellt. Es handle sich um die Anwendung der gleichen Regel, welcher alle Berge, die Gesellschaften angehören, unterstellt seien und es müsse für alle das gleiche Urtheil Gültigkeit haben.

Endlich komme Art. 50 der Bundesverfassung zur Anwendung, denn es liege eine persönliche Klage vor. Das freiburgische Kantonsgericht habe, um das erstinstanzliche Urtheil zu revoziren, angenommen, die Klage der Frau und des Herrn Béguin beziehe sich auf Immobilien und sei daher eine dingliche. Wenn nun auch angenommen würde,

es handle sich wirklich um Immobilien, so sei doch unzweifelhaft, daß die Klage auf Theilung d. h. auf Versteigerung derselben gehe. Es frage sich also, ob die Theilungsklage eine persönliche oder eine dingliche sei, je nachdem sie sich auf Mobilien oder Immobilien beziehe. Die verschiedenen bezüglichlichen Entscheide des Bundesrathes belehren, daß man die Theilungsklage an sich betrachten müsse und keineswegs in Bezug auf ihren Gegenstand. Nun sei stets entschieden worden, daß die Theilung einer Erbschaft oder einer Gesellschaft an dem Domizil der Erben oder der Gesellschaft geordnet werden müsse nach den Regeln des Territorialprinzips. Die Idee, den Entscheid abhängig zu machen von der Gesetzgebung des Ortes, wo die Immobilien sich befinden, sei absurd und würde zur Folge haben, daß wenn diese in verschiedenen Kantonen lägen, auch verschiedene Theilungen nach abweichenden Gesetzgebungen stattfinden müßten. Uebrigens sei hievon abzusehen. Die Partheien seien einig, daß es sich nicht um Immobilien und nicht um Theilung von unbeweglichen Gütern handle. Es ergebe sich aus den im Eingange der beiden freiburgischen Urtheile enthaltenen Erklärungen, daß die Gesellschaft der Miteigenthümer die Eigenthumsrechte der Gegner anerkenne; sie gestatte ihnen, dieselben zu schenken, beliebig zu verkaufen, öffentlich zu verganten zc., wie es bis jetzt immer geschehen sei. Es sei nicht nöthig, den Berg zu verkaufen, um aus dem Verbande auszutreten, wie die Gegner behaupten; diese können einfach ihre Theilrechte (pâquiers) verkaufen, dann werden die Käufer an ihrer Stelle Mitglieder der Gesellschaft. Diese Theilrechte seien von den Kantonen Freiburg und Waadt anerkannt, weil der Verkauf immer durch amtlichen Akt vollzogen und der Handänderungsgebühr unterworfen worden sei. Das Einzige, was in Gemeinschaft geblieben und theilbar sei, bestehe in der Benützung derselben und ihrer Ertragnisse, der „Blume“ (flouries). Diese „Blume“ nun, das Erträgniß eines Holzes, eines Akers, sei immer als beweglich angesehen worden. Die freiburgischen Gerichte hätten daher erkennen sollen, daß, weil es sich hier um eine Theilung von Beweglichkeiten handle, so sei selbst gemäß Art. 21 des freiburgischen Code de procédure civile der waadtländische Richter, als Richter am Domizil des Beklagten, allein kompetent darüber zu urtheilen.

Wenn es sich schließlich um den eigentlichen Charakter der Frage handle, so liege nach der Ansicht der Rekurrenten eine zivilrechtliche Société vor im Sinne der Art. 1945 uff. des freiburgischen und Art. 1316 uff. des waadtländischen Zivilgesetzbuches. Es stehe somit eine Societät im Prozeß mit zwei Mitgliedern, die austreten wollen. Es frage sich also einzig, ob sie das Recht haben, die Auflösung und Liquidation zu verlangen. Dies sei eine Societätsklage, die nach Art. 24 des freiburgischen Zivilprozesses, wie nach den Gesetzen aller andern Länder, vor den Richter am Siege der Gesellschaft gehöre, hier also vor

den Richter des Kts. Waadt. Hiefür werde der Entscheid des Bundesrathes angerufen bei Ullmer Nr. 287.

Allerdings werde von den Rekursbeklagten die Existenz einer Societät bestritten, indem sie den Umstand, daß die Statuten in einem Brande zu Grunde gegangen, benutzen und behaupten, daß kein geschriebener Vertrag mehr vorhanden sei. Allein es müsse jeder Rechtsverständige mit Deslaugle einverstanden sein, wenn er in seinem Werke über die Handelsgesellschaften sage: *„que la rédaction par écrit du contrat n'est point une condition substantielle de l'existence de la Société. L'écrit est ordonné pour faire preuve, il a toujours été reconnu que le juge pourrait ordonner des enquêtes et en s'attachant aux présomptions graves, précises et concordantes, décider que la Société avait été formée. Si la Société est prouvée autrement que par le contrat écrit, elle vaut comme si ce contrat était produit.“* (§ 508, Tome II).

Im vorliegenden Falle nun sei die Existenz der Societät bewiesen, nicht bloß durch die große Zahl der vor dem Gerichte zu Vivis abgehörten Zeugen, sondern auch schriftlich durch das Berathungsprotokoll, durch die Gesellschaftsrechnungen, durch den produzierten Status der Gesellschafter und endlich selbst durch das von den Gegnern gestellte Vergehen auf Versteigerung. Uebrigens sei diese Frage durch das Gericht von Vivis bereits förmlich entschieden und die freiburgischen Gerichte können diesen frühern Entscheid eines fremden Gerichtes nicht kassiren.

Zum Schlusse werde noch aufmerksam gemacht, daß die Societät des *montagnes*, deren Auflösung Jules Béguin verlange, vier Berge umfasse, wovon der werthvollste, derjenige von *Riang*, im Kt. Waadt liege, und daß, wenn das Urtheil des freiburgischen Kantonsgerichtes aufrecht erhalten bliebe, ein Theil des Grundeigenthums der Gesellschaft, nämlich der im Kt. Freiburg gelegene verkauft würde, während der im Kt. Waadt liegende Theil das Objekt einer Gesellschaft bliebe, ein greller Widerspruch, der nur dadurch gelöst werden könne, daß die Frage, betreffend die Vertheilung der Immobilien einer Gesellschaft, durch die Gerichte desjenigen Kantons beurtheilt werde, in welchem die Gesellschaft ihren Sitz habe.

Rekurrent schließt mit dem Antrage, daß das fragliche Urtheil des freiburgischen Kantonsgerichtes aufgehoben und der Gerichtsstand im Kt. Waadt anerkannt werden möchte.

5. Dieser Rekurs ist Namens des Herrn Jules Béguin, Eigenthümer des Gutes „*La Hautein*“, Gemeinde Düringen, Kts. Freiburg und Namens dessen Mutter, Wittve Béguin geb. Rüffenacht, domicilir, in St. Léger, Kts. Waadt, durch Herrn Advocat Louis Wuilleret-

Präsident des Großen Rathes des Kts. Freiburg, mit Memorial vom 23. Juni 1865 beantwortet worden wie folgt:

Es bestehen allerdings in verschiedenen Kantonen Alpen, die im Eigenthum einer großen Zahl von Miteigenthümern sich befinden, welche zur Besorgung der gemeinschaftlichen Angelegenheiten Versammlungen halten, zur Verwaltung und Ueberwachung eine Vorsteherchaft wählen *zc.*, aber diese Verbindungen (*consorités*) von Miteigenthümern seien nie als zivilrechtliche Societäten angesehen, sondern stets den Gesetzen über das Miteigenthum (*copropriété*) unterstellt worden. Daher habe stets jeder Miteigenthümer sein Theilrecht (*pâquier*) am unvertheilten Eigenthum nach den gleichen Formen verkauft und übertragen, wie es mit jedem andern Grundeigenthum geschehe. Es sei aber ein Irrthum der Rekurrenten, wenn sie glauben, diese Art der Benutzung der Alpen sei vorthriltlich; man habe sich im Gegentheil überzeugt, daß die Existenz des Miteigenthums in den Händen einer großen Zahl von Bürgern ein Hinderniß sei, um zu irgend welcher Verbesserung der Alpen zu gelangen.

Nun stehen die gegenwärtigen Prozeßgegner bezüglich der Alpen *le Pontet*, *les Guebeyres* und *le Berry* in *Châtel St. Denis*, in einem Verhältniß, das dem bezeichneten ganz analog sei. Diese Berge seien unvertheiltes Eigenthum der Partheien, sie genießen es gemeinschaftlich; die Miteigenthümer ernennen einen Administrator, und Nutzen und Schaden vertheilen sich unter ihnen nach Verhältniß des Umfanges ihrer Rechte. Es sei dieß aber nichts anderes als das Verhältniß von Miteigenthümern unter sich, wie auch das Grundbuch der Gemeinde *Châtel St. Denis* beweise, in welchem die Partheien eingetragen seien unter dem Titel „*Barichet-Jean, François-Louis, juge de paix, et les autres copropriétaires.*“

Wenn nun er, Herr *Béguin*, und dessen Mutter die öffentliche Versteigerung der genannten Berge (da ein anderer Vertheilungsmodus unpraktisch wäre) verlangt haben, so glauben sie im Recht zu sein. Das Urtheil des Kantonsgerichtes von Freiburg, welches diese Frage den freiburgischen Gerichten zuweise, sei nun in Rechtskraft erwachsen und die Rekurrenten würden es nur noch angreifen können, wenn es im Widerspruche wäre mit Art. 50 der Bundesverfassung. Dieß sei aber in keiner Weise der Fall. Es liege nicht eine persönliche, sondern vielmehr eine dingliche Klage vor, die Klage von Miteigenthümern an Immobilien gegenüber den andern Miteigenthümern zum Zwecke der Vertheilung, d. h. Versteigerung der Immobilien. Alle drei in Frage stehenden Berge liegen im Kt. Freiburg, also sei nach Art. 22 des freiburgischen Zivilprozesses, sowie nach Art. 1 des freiburgischen Zivilgesetzes der Richter dieses Kantons einzig kompetent und ein Entscheid, wodurch das Urtheil des Kantonsgerichtes vom 10. August 1864 auf-

gehoben werden wollte, würde die durch Art. 5. der Bundesverfassung garantirten Souveränitätsrechte des Kts. Freiburg verletzen.

Freilich versuchen die Rekurrenten die schüchterne Behauptung, daß selbst wenn eine dingliche Klage vorläge, dennoch die Gerichte des Kantons Waadt kompetent wären. Allein der Beschluß des Bundesrathes vom 2. Dezember 1863 werde unrichtig citirt, weil dort die freiburgischen Gerichte selbst sich inkompetent erklärt haben, während im vorliegenden Falle ihre Kompetenz ausgesprochen worden sei. Dann sei es unrichtig, daß alle Partheien im Kanton Waadt wohnen; Herr Jules Béguin sei in Hauteſin, Gemeinde Düdingen, Kts. Freiburg, domicilirt und drei oder vier Miteigenthümer unter den Beklagten seien in den Gemeinden Châtel und Semjales, Kts. Freiburg, wohnhaft.

Die Berufung darauf, daß durch verschiedene Beschlüsse des Bundesrathes die Theilungsklage als eine persönliche erklärt worden sei, habe ebenfalls keinen Werth. Es sei nicht nöthig, den wesentlichen Unterschied näher nachzuweisen, der bestche zwischen der Klage auf Theilung einer Société oder einer Erbschaft, und der Klage auf Theilung im Wege der Versteigerung von ungetheiltem Grundeigenthum. Es liege in dieser Klage selbst, daß sie eine dingliche sei, indem sie ein oder mehrere Immobilien zum Gegenstande habe und tendire, entweder die Theilhaberschaft jedes Eigenthümers aufzuheben oder das ungetheilte Immobil öffentlich zu verkaufen.

Die Beschwerde sei überdies verfrüht. Die freiburgischen Gerichte haben über die Hauptsache noch nicht geurtheilt, und indem sie die von den Rekurrenten selbst aufgeworfene forideclinatoire Einrede als unbegründet abgewiesen, haben sie auch nichts gethan, was mit Art. 49 der Bundesverfassung im Widerspruche wäre. Die Identität der beiden Prozesse, desjenigen, der in Vivis entschieden worden mit demjenigen, der in Freiburg pendent sei, könne in keiner Weise ernstlich behauptet werden. Zunächst beziehe sich die Klage nicht auf den gleichen Gegenstand. In Vivis habe es sich um den Berg, genannt in der Vix, gehandelt, nämlich um die Art. 209, 1834, 35, 36, 7, 8 des Kadasters der Gemeinden St. Léger, und la Chiesaz, im Kt. Waadt, während die heutige Klage auf die Berge Pontet, Gledreyes und Berry Art. 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 des Kadasters der Gemeinde Châtel St. Denis, im Kanton Freiburg, sich beziehe. Auch sei der Grund der Klage nicht der gleiche. Die Klage auf Versteigerung des Berges Vix habe sich auf das waadtländische Gesetz basirt, diejenige auf Theilung oder Versteigerung der in der Gemeinde Châtel St. Denis gelegenen Berge stütze sich auf die Art. 547 und 549 des code civil des Kts. Freiburg. Endlich seien auch die Partheien nicht die gleichen, namentlich sei dies auf Seite der Beklagten nicht der Fall, was am Schlusse der Rekurschrift auch anerkannt werde, in der Behauptung, daß die

angebliche „Société des montagnes“ vier Berge umfasse, wovon der größte, derjenige von Riauz, im Kanton Waadt liege, wodurch bestätigt sei, daß die Gemeinschaft der Miteigenthümer der vier Berge, um die es sich handle, nicht die gleiche sei, wie diejenige der Miteigenthümer des Berges Gix, welcher in Vivis im Streite gelegen sei. Uebrigens genüge der Umstand, daß die gegenwärtige Klage unvertheiltes Eigenthum im Kanton Freiburg beschlage, um eine Zumuthung zurückzuweisen, daß dabei ein Urtheil berücksichtigt werden müsse, welches in Vivis über Liegenschaften erlassen worden, die im Kt. Waadt liegen.

Die Behauptung, daß es sich um eine zivilrechtliche Société handle und daß somit die Klage am Orte derselben im Kt. Waadt geltend gemacht werden müsse, habe nicht begründet werden können. Das Kantonsgericht von Freiburg habe daher mit Recht gefunden, es handle sich nicht um eine Société im Sinne des Art. 1937 uff. des code civil, sondern einfach um das Verhältniß des Miteigenthums gemäß Art. 541 uff. des gleichen Code. Dieser Punkt sei nun zwischen den Partheien definitiv entschieden. Es genüge indeß, die Beziehungen der Partheien zu kennen, betreffend das Miteigenthum und den Mitgenuß an den Bergen von Berry, Pontet und Guedeyres, um sich zu überzeugen, daß nichts vorliege, was die eigentliche Société charakterisire. Zunächst könne die Société nicht bestehen als in Folge eines förmlichen Vertrages. Das freiburgische Gesetz verlange, daß wenn der Gegenstand Fr. 2000 und darüber betrage, so müsse der Vertrag geschrieben, auf der Kanzlei des Bezirksgerichtes eingetragen und dreimal im Amtsblatt publizirt sein, alles bei Strafe der Nichtigkeit. Wenn der Societäts-Vertrag Grundeigenthum zum Gegenstand habe, so müsse er überdieß durch einen Notariatsakt passirt werden. Nach Vorschrift des Art. 1319 des code civil vaudois müsse im Kt. Waadt jeder Societätsvertrag sogar dann schon schriftlich abgefaßt sein, wenn der Gegenstand Fr. 100 betrage. Ein solcher Societätsvertrag habe nun in keiner Weise nachgewiesen werden können und habe auch nie existirt. Die zwischen den Partheien vorgekommenen Beziehungen erklären sich ganz natürlich und einfach aus ihrer Eigenschaft als Miteigenthümer. Das freiburgische Zivilgesetzbuch anerkenne gerade die Aufstellung einer Administration für den gemeinsamen Genuß ungetheilten Grundeigenthums. Dadurch werde der Charakter des Miteigenthums nicht aufgehoben und jeder Miteigenthümer besitze das Recht, Theilung zu verlangen, wenn er nicht für einen bestimmten Termin, der fünf Jahre nicht übersteigen dürfe, darauf verzichtet habe.

Schließlich wird der Antrag auf Abweisung des Rekurses gestellt.

6. Der Staatsrath des Kts. Freiburg hat sich darauf beschränkt, mit Schreiben vom 30. Juni 1865 die oben erwähnte Antwort des Herrn Wuilleret, nebst einem Schreiben des Kantonsgerichtes vom gleichen Tage zu übersenden. Letzteres erklärt, es sehe sich nicht veranlaßt, seinen Entscheid weiter zu rechtfertigen, es beziehe sich lediglich auf die Erwägungen desselben und auf die Erörterungen in der Antwortschrift des Herrn Wuilleret.

In Erwägung:

1. Der Grundsatz ist richtig, daß alle innerhalb der Grenzmarken eines Kantons liegenden Grundstücke der Hoheit und der Jurisdiktion des betreffenden Kantons unterworfen sind, insoweit diese nicht durch Bundesvorschriften beschränkt sind;

2. Es fragt sich also, ob in Bezug auf den vorliegenden Fall eine solche Beschränkung vorhanden sei, was die Rekurrenten behaupten, indem sie der Klage des Herrn Béguin nur einen persönlichen Charakter im Sinne des Art. 50 der Bundesverfassung zugestehen, während Kläger und das Obergericht von Freiburg annehmen, es handle sich um eine dingliche Klage, weil sie sich auf Immobilien beziehe, und daher vor dem Richter angebracht werden müsse, in dessen Kreis die in Frage stehenden Objekte liegen;

3. Unbestritten gehört das Grundeigenthum, das theils im Kt. Freiburg, theils im Kt. Waadt liegt, einer aus vielen Personen bestehenden Genossenschaft, welche den Ertrag dieser Güter nicht nach Köpfen, sondern nach bestimmten Theilrechten, deren die Kläger eine gewisse Anzahl besitzen, benutzen;

4. Wenn nun die Kläger auf Theilung des gemeinsamen Gutes resp. auf Auflösung der Genossenschaft dringen, und von dem Richter verlangen, daß er die Art und die Vollziehung der Theilung regle und eine öffentliche Versteigerung anordne, so hat dieses Begehren Bezug auf das Gesamtgenossenschaftsgut, wie es Herr Béguin durch Anhebung von Prozessen in den Kantonen Waadt und Freiburg über die nämliche prinzipielle Rechtsfrage und gegen die gleiche Genossenschaft hinlänglich anerkennt und wie es auch in der Natur der Sache liegt;

5. Die Kläger sind anerkanntermaßen Miteigenthümer dieses Genossengutes, Niemand bestreitet dieses Rechtsverhältniß, vielmehr gestehen die übrigen Genossen den Klägern das unbedingte Recht zu, ihre Eigenthumsrechte in beliebiger Weise zu veräußern und aus dem Genossenverband zu treten;

6. Der Gerichtsstand der belegenen Sache ist indeß nur für eine dingliche Klage auf Liegenschaften begründet; hier ist aber davon keine Rede, weil eine solche immer die gerichtliche Anerkennung eines

vom Beklagten bestrittenen dinglichen Rechts bezweckt und verfolgt, während den Klägern weder Eigenthum noch Recht an Grundstücken bestritten, im Gegentheil die beliebige Veräußerung des unbestrittenen Rechts zugegeben wird, was jedenfalls keine dingliche Klage bildet, obwohl der Gegenstand des Streites im Kanton Freiburg gelegene Liegenschaften sind;

7. Die Klage ist vielmehr ihrer Natur nach eine persönliche, weil die Kläger behaupten, die übrigen Genossen müssen die Verpflichtung zur Theilung der Liegenschaften und zwar speziell durch das Mittel der Versteigerung anerkennen, während diese eine solche besondere Verpflichtung nicht anerkennen wollen;

8. Wenn es sich aber um eine persönliche Ansprache handelt, so muß dieselbe am Wohnorte der Beklagten angebracht werden, welcher im Kanton Waadt ist, wo sämmtliche Genossen wohnen und wo auch der Sitz der Verwaltung der Genossenschaft sich befindet;

beschlossen:

1. Es sei der Rekurs begründet und das Urtheil des Obergerichtes des Kantons Freiburg vom 10. August 1864 aufgehoben.

2. Sei dieser Beschluß dem Staatsrathe des Kantons Freiburg zuhanden des Kantonsgerichtes und der Rekursbeklagten sowie den Rekurrenten mitzutheilen, unter Rückschuß der Akten.

Also beschlossen, Bern, den 11. Dezember 1865.

Im Namen des schweiz. Bundesrathes,

Der Bundespräsident:

Schenk.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Schick.

**Bundesrathsbeschluss betreffend den Rekurs des Herrn Louis Bonjour, Advocat in Bivis,
für sich und Streitgenossen, betreffend Gerichtsstand. (Vom 11. Dezember 1865.)**

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1870
Année	
Anno	
Band	2
Volume	
Volume	
Heft	24
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1870
Date	
Data	
Seite	605-619
Page	
Pagina	
Ref. No	10 006 515

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.